



Conclusions et propositions

Claudine HERMANN

Présidente de l'Association « Femmes et Sciences »

Remerciements

Nous remercions Monsieur Roger-Gérard Schwartzberg, ministre de la recherche et les nombreuses collaboratrices et collaborateurs de son ministère, sans lesquelles ce colloque n'aurait pu avoir lieu. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants envers Suzanne Srodogora, et Françoise Cyrot-Lackmann, Michèle Baron et Brigitte Godelier, de la Mission pour la Parité en Sciences et en Technologies, à la fois pour leur soutien financier important pour ce colloque, mais aussi pour leur écoute permanente

Nos remerciements vont à nos sponsors : ministère de l'agriculture, le CEA, la Mission pour la place des femmes au CNRS, l'INRA, l'INRIA, l'INSERM, l'OST, les entreprises L'Oréal, Schlumberger, l'Union Européenne à travers le secteur Femmes et Sciences (Nicole Dewandre et ses collaboratrices Brigitte Degen et Tanya Leigh) et le Fonds Social Européen.

Au niveau de l'association j'exprime toute notre gratitude amicale à celles qui ont œuvré pour ce colloque, avec une place à part pour Huguette Delavault qui a assuré beaucoup plus que la trésorerie du colloque, déjà fort complexe. Merci à tous les membres du comité d'organisation, en particulier Laurence Esterle, Claude Legris, Ghislaine Filliatreau, merci à notre secrétaire Virginie Julliard, aux personnes qui nous ont aidées hier et aujourd'hui ; merci aux membres du comité de programme, en particulier aux animatrices des tables rondes ; merci à Marie-Claire Cadeville, Isabelle Kraus et Muriel Uhring, qui vont rédiger les actes du colloque.

Merci à tous les intervenants pour la qualité de leur propos et leur bienveillance.

Apport des interventions et des débats

Nous avons vu ici combien les métiers scientifiques et techniques sont passionnants pour les hommes et les femmes et combien les femmes peuvent apporter de richesse dans ces métiers. A l'occasion de cette analyse, nous avons parcouru le temps et l'espace : nous sommes partis de l'histoire lointaine de la technique pour aboutir, après une analyse de données statistiques inédites et d'exemples internationaux, à des mesures nouvelles proposées pour améliorer la place des femmes dans ces métiers. Ces exemples originaux montrent ce que des organisations de femmes peuvent apporter.

Nous avons compris que même si la situation des femmes dans les métiers scientifiques et techniques est mieux connue dans le secteur public, beaucoup d'analogies se rencontrent avec le privé,

de sorte que la plupart de nos réflexions sont valables pour l'ensemble des métiers scientifiques et techniques.

Retour sur le colloque « sciences et technologies : pourquoi les filles ? » (CNAM, 26/10/2000)

Nous avons délibérément laissé de côté un pan essentiel de la thématique des « femmes dans les métiers scientifiques et techniques » : celui de la formation et de l'encouragement des jeunes pour ces métiers, objet du colloque « Sciences et technologies : pourquoi les filles ? » (CNAM, 26/10/00). La relève dans les métiers est-elle assurée par les hommes et les femmes ? Dans certaines de ces disciplines, ce n'est pas si clair, comme le montrent les études sur la désaffection des études scientifiques et en particulier les travaux du groupe Ourisson. Les femmes seront les très bienvenues !

Evolutions récentes du contexte français

Dans son discours de ce matin, le ministre vous les a présentées et vous avez pu apprécier leur grand nombre. Nous n'oublions pas le rôle majeur des services régionaux des Droits des femmes, qui ont agi depuis deux décennies pour la promotion principalement des métiers techniques pour les femmes.

En 2001 un fait essentiel pour la place des femmes dans les métiers scientifiques et techniques est la création de la Mission pour la Parité en sciences et en technologies du ministère de la recherche, directement concernée par les questions qui nous rassemblent aujourd'hui.

Par ailleurs certains organismes sont en train de créer leur propre structure : nous espérons qu'après la création de la Mission pour la place des femmes au CNRS, de nouvelles unités concernées par la place des femmes vont se mettre en place dans d'autres établissements de recherche....

Mentionnons aussi les travaux du Comité pour l'égal accès des femmes et des hommes aux postes supérieurs des fonctions publiques, dit groupe Le Pors, qui concerne les personnels de la recherche publique.

Rôle essentiel de notre association

A côté des instances officielles et administratives, il y a besoin d'une veille attentive et vigilante, d'un apport d'idées de la communauté des professionnels, d'une capacité de mobiliser et d'agir, y compris à l'échelle européenne. C'est tout l'intérêt de l'existence de notre association « Femmes et sciences », qui en moins d'un an rassemble déjà un nombre élevé d'adhérent(e)s de disciplines variées, réparti(e)s sur la France ainsi que sur les pays limitrophes.

Je crois pouvoir dire que l'affluence à ce colloque nous encourage grandement. Ceci est une première étape ; nous prévoyons plusieurs pistes de développement de l'association Femmes et Sciences dans le proche avenir, et je compte particulièrement sur toutes nos adhérentes et adhérents, nombreux présents aujourd'hui et issus de toutes les régions : mesures et actions régionales, prise en considération des problèmes spécifiques de nos jeunes collègues, le tout dans la convivialité et les échanges amicaux, qui iront de pair à l'extérieur avec une grande exigence sur nos positions. Ces orientations seront discutées à notre prochaine assemblée générale.

La coopération entre notre association et les instances officielles, tout particulièrement celles du ministère de la recherche, va se poursuivre et s'amplifier. Elle constitue un exemple de plus où représentation des citoyens et pouvoirs agissent de façon distincte et absolument complémentaire.

Les deux personnalités qui vont clore le colloque ont eu une influence décisive sur la genèse de notre association et nous sont très chères :

J'accueille maintenant Nicole Dewandre, cheffe de l'Unité « femmes et sciences » à la Direction générale de la recherche de la Commission européenne, que beaucoup d'entre vous

connaissent. Elle a impulsé depuis 1998 des réflexions à l'Union Européenne qui ont été un catalyseur puissant pour la mise en place des actions françaises dans le domaine des femmes et de la science, au ministère de la recherche en particulier

Nicole DEWANDRE

Commission Européenne (DG recherche)

Je tiens à féliciter Claudine Hermann pour l'énergie qu'elle consacre à la promotion des femmes dans la recherche scientifique et pour la création du réseau « femmes et sciences ». Ce réseau devrait être amené à jouer un rôle critique dans la mobilisation des femmes scientifiques et de tous ceux qui veulent plus d'égalité dans la recherche. J'ai été frappée par la richesse des interventions, et je vais vous livrer, comme il me l'a été demandé, quelques réflexions développées en réaction à ce que j'ai entendu aujourd'hui.

Tout d'abord en ce qui concerne le caractère souhaitable ou non des réseaux (*réactions à l'intervention de Madame Langevin*).

Notre caractère à la fois pratique et idéaliste nous pousse à être perfectionnistes dans la promotion de l'égalité et ce faisant à nous priver de moyens « qui marchent ». Il serait dangereux de ne pas accepter les limites qui caractérisent toute forme d'action, et en recherchant à agir parfaitement, de ne plus agir du tout. Faisons de l'égalité un objectif et non pas une utopie. Utilisons les réseaux, qui -nous l'avons vu- sont un élément essentiel dont l'efficacité a été démontrée. Faisons-nous entendre et connaître, que les intérêts des femmes scientifiques se matérialisent et se concrétisent dans le débat politique. C'est là que résident la difficulté mais aussi l'intérêt de la promotion du genre dans la recherche : c'est une mise en évidence proprement dite de la nature éminemment politique de la recherche scientifique. La reconnaissance de cette nature politique, ou simplement humaine, de la recherche scientifique, s'avère difficile dans le milieu scientifique, pour qui il devrait suffire que cela soit juste ou vrai pour que cela soit. Il n'en va pas ainsi, et la question de l'égalité dans la recherche en est un terrible marqueur.

Autre réflexion : aucun endroit n'est exempt d'ambiguïté, et c'est en maillant toutes ces ambiguïtés que l'on progressera dans la production de l'égalité C'est dire s'il ne faut pas attendre une cohérence sans faille pour travailler. Tant mieux si les actions menées par la Commission européenne, et en particulier la conférence « genre et recherche » organisée en novembre 2001, sont des occasions pour chacune d'entre nous de prendre de l'énergie pour avancer dans ses propres milieux, mais il est évident qu'à la Commission comme dans tous les milieux, il y a des gens qui poussent à l'égalité et d'autres qui résistent. On doit avancer au milieu de l'ambiguïté, ceci est vrai dans toutes les institutions et dans les laboratoires. Prenons en donc acte, et autorisons-nous à choisir nos aveuglements. On a des limites par rapport à ce à quoi on peut faire face, on peut décider de ne pas voir un certain nombre d'arguments qui nous plombent systématiquement. On a le droit de choisir certains aveuglements.

Ceci étant dit, l'ambiguïté n'est supportable que si la volonté politique est clairement exprimée au plus haut niveau, comme elle l'est à la Commission par le Commissaire Busquin et le Directeur général Mitsos, et en France par le Ministre Schwartzberg et la haute administration en les personnes de Mmes Kitty Schwartz et Francine Demichel. La création récente de la Mission pour la Parité en Sciences et en Technologies au ministère de la recherche est une concrétisation de cette volonté politique, de même que celle de la Mission pour la Place des Femmes au CNRS.

Au niveau de la Commission, on a absolument besoin de la mobilisation des Etats-membres et le dynamisme français que l'on observe à tous les niveaux (politique, ministère de la recherche, CNRS, réseau « femmes et sciences ») est essentiel pour maintenir le mouvement au niveau

de l'Union européenne et permettre à la Commission de continuer à offrir cette plateforme pour faire progresser la dimension du genre dans la recherche européenne.

Nous allons donc continuer, avec détermination et grâce à l'énergie qui est la vôtre, mais aussi dans l'ambiguïté qui est notre lot quotidien, en poussant la dimension du genre dans le prochain programme-cadre. Les études d'incidence du genre nous ont montré, au niveau de l'analyse du contenu de la recherche, qu'il y a vraiment une tendance à occulter la dimension du genre dans l'agenda de la recherche, même dans les sciences du vivant ou dans le domaine socio-économique. Le traitement de la différence sexuelle dans la recherche scientifique en est à ses balbutiements. Le terrain est difficile car le combat politique porte sur l'égalité et l'utilisation de la différence sexuelle dans les discours « scientifiques » par le passé a le plus souvent été faite au détriment des femmes. Il faut donc réhabiliter le traitement de la dimension du genre et de la différence sexuelle dans l'ensemble de la recherche scientifique, tout en consolidant la lutte pour l'égalité dans le champ politique.

Nous nous proposons d'ouvrir de nouveaux fronts dans les actions menées par la Commission¹ :

- Etablir un groupe d'experts à propos du secteur privé pour voir la situation des femmes scientifiques dans le secteur privé. J'ai bien noté aujourd'hui les contributions de Mme Joelsson et Monsieur Delplancq, l'ensemble de ces résultats feront partie prenante de cet exercice.
- Lancer une plate forme des réseaux des femmes scientifiques (non pas créer un nouveau réseau). Il existe un foisonnement de réseaux de femmes scientifiques en Europe. Nous allons proposer d'organiser un réseau de réseaux pour permettre à ces réseaux à la fois de se connaître, d'échanger des bonnes pratiques, de représenter une voix dans le débat politique européen et de se faire entendre au Parlement européen, au niveau du Conseil, de la Commission pour que l'intérêt des femmes scientifiques soit pris en compte dans la politique de la recherche.
- Proposer au groupe d'Helsinki, groupe formé des déléguées des Etats- membres et pays associés au programme-cadre (dont C.Hermann et M.Baron sont les membres françaises) d'enrichir la coopération. Pour le moment, on a permis à chacune des membres d'avoir une vision d'ensemble des actions menées dans les autres pays européens et on a développé un exercice de collectes statistiques et de développement d'indicateurs. Cette phase arrive maintenant à maturité, en tout cas l'analyse des politiques, et c'est donc le moment de proposer un enrichissement de la coopération par des créations d'outils communs, des échanges de personnels, des actions conjointes, etc.
- Nous allons analyser ce qu'il en est de la situation des femmes scientifiques dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les pays baltes, situation dont la spécificité n'a pas été prise en compte dans les analyses menées jusqu'à présent. Plusieurs indices pointent dans la même direction : l'égalité pourrait avoir régressé depuis la libéralisation dans ces pays. Il y aura sûrement des choses à apprendre sur notre système, en quoi est il générateur d'inégalités et pas seulement promoteur d'égalité.
- Enfin, nous avons l'intention de soutenir des recherches dans le domaine "femmes et sciences" proprement dit. Personne n'aime se répéter. On ne continuera à être efficace et intéressé par cette question que si on s'y amuse et si on y découvre de nouveaux enjeux. Donc, des moyens devraient être disponibles pour permettre aux institutions de faire de études de cas comparées sur la situation des femmes scientifiques en leur sein, pour réfléchir à la dimension du genre dans la recherche scientifique, pour

¹ <http://www.cordis.lu/rtd2002/science-society/women.htm>

développer des outils et créer des réseaux de chercheuses et de chercheurs sur les questions « femmes et sciences » en Europe, le tout pour alimenter la progression dans son ensemble, et être le moteur du « mainstreaming ».

Toutes ces choses, nous ne pourrions effectivement les faire que si nous continuons à être soutenues par vous. Je vous encourage à rester mobilisées et à ne pas attendre des autres que le changement vienne.

Claudine HERMANN

Présidente de l'Association « Femmes et Sciences »

C'est à Francine Demichel, directrice de l'Enseignement supérieur au ministère de l'Education nationale, malheureusement empêchée, qu'il revenait de conclure, à un double titre :

Les nombreuses actions en faveur des femmes mises en route à la DES à sa direction ont été pionnières et plusieurs de nos adhérentes y sont impliquées aujourd'hui. Nous avons toujours eu des contacts fructueux et amicaux avec Marie-Jo Delord et Armelle Le Bras-Chopard, chargées de mission auprès d'elle pour ces questions.

Mais surtout c'est une reconnaissance sincère, je dirai « affective », que nous lui portons, car elle a, dès 1997, soutenu les actions qui étaient le germe de la création de Femmes et Sciences.

Armelle Le Bras-Chopard dit quelques mots d'ultime conclusion.

Armelle LE BRAS-CHOPARD

Direction de l'Enseignement Supérieur

Il est toujours très difficile de parler à la place de quelqu'un, en l'occurrence de madame Francine Demichel qui aurait usé d'autres mots et vous aurait adressé un message plus personnalisé. En tout cas, je lui ferai part du succès de votre colloque. Je pense qu'il y a dans votre association « Femmes et sciences » un véritable travail de mobilisation : la présence d'un public aussi nombreux aujourd'hui et jusqu'en fin d'après-midi un samedi, l'atteste. Un travail de sensibilisation aussi, une sensibilisation très large puisqu'elle va également en direction des pouvoirs publics, des ministères, comme le prouvent la présence et l'accueil de monsieur le ministre R.G. Schwartzberg ce matin et celle prévue de madame Demichel qui devait conclure ce colloque.

La Direction de l'Enseignement supérieur a été particulièrement attentive en ce qui concerne les femmes et les sciences à deux aspects qui ressortent d'ailleurs des deux rapports tout à fait exceptionnels remis à madame F. Demichel l'année dernière : d'une part, celui du choix des filières. Il y a dans certaines disciplines de sciences humaines jusqu'à 80% d'étudiantes et parfois moins de 10% dans des disciplines de sciences dites « dures ». Il s'avère donc nécessaire d'encourager les filles à faire des études scientifiques. L'autre problème, plus général, est celui du « plafond de verre » qui fait que pour les enseignants-chercheurs ou dans la recherche pure, plus on monte dans la hiérarchie moins on trouve de femmes. Ce n'est pas forcément parce qu'il n'y a pas de vivier : l'exemple de la biologie est suffisamment explicite à cet égard.

Dans ce que je rapporterai à F. Demichel de votre colloque, j'ai noté tout particulièrement deux aspects que j'ai trouvé très intéressants. D'une part le fait que chacune et chacun doit d'abord, de façon pragmatique, oeuvrer dans son propre secteur. C'est ce que nous cherchons à faire à la Direction de l'Enseignement supérieur, en nous saisissant du problème tel qu'il se présente dans les établissements d'enseignement supérieur, sans rejeter préalablement les responsabilités sur le secondaire, le primaire, la maternelle... Il faut travailler à son niveau, mais en même temps il faut savoir s'ouvrir à ce qui se passe avant, après, autour...

Il y a précisément deux ouvertures qui sont très remarquables dans votre colloque. En premier lieu, l'ouverture aux entreprises auxquelles vous avez laissé une large place dans les tables rondes d'aujourd'hui. Il y a un réel besoin de connaître les besoins des entreprises et les débouchés pour montrer aux filles qu'elles y ont leur place et qu'elles sont même vivement attendues. L'enseignement, la recherche et les entreprises peuvent se nourrir mutuellement de leurs expériences et réflexions respectives. Tel est le cas pour le « marrainage » appelé aussi « mentorat » ou « mentoring », valable aussi bien dans les entreprises que dans nos établissements d'enseignement et de recherche. Autre exemple de partenariat avec les entreprises : on a parlé de modèles tout à l'heure. Les femmes chefs d'entreprises (beaucoup de celles-ci, provenant principalement de PME) sont réunies dans une association nationale et internationale) peuvent fournir des modèles qui donneront effectivement l'envie aux jeunes filles d'entrer dans ces métiers et leur montrer que cela peut être compatible, comme pour un homme, avec une vie privée et familiale.

La seconde ouverture qui m'a frappée dans votre colloque, et qui s'avère indispensable à notre époque de mondialisation et en cette période de construction de l'Europe, c'est votre ouverture à l'international. Vous avez évoqué dans l'une de vos tables rondes le problème de la mobilité internationale, exposé dans une autre des expériences européennes, invité des intervenants étrangers, venant de Grande Bretagne, de Suisse, d'Italie. Les constats largement similaires prouvent la nécessité d'une réflexion commune, par delà les frontières, qui offrirait, ultime ouverture, des perspectives plus encourageantes pour l'avenir. La richesse des débats d'aujourd'hui nous met d'ores et déjà sur cette voie.